



Mercredi 02 février 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion pour l'élaboration d'un rapport sur les causes de la pénurie d'"huile de table"

La Commission des affaires économique, du développement, de l'industrie et du commerce de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu lundi une réunion consacrée à l'élaboration d'un rapport sur les raisons de la pénurie d'huile de table et ce, après la série de visite menées dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement.



PÉNURIE DE PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

La commission d'enquête parlementaire finalise son rapport

Contrebande, bureaucratie, corruption, absence totale de contrôle ainsi que pratiques illicites seraient à l'origine de la pénurie et de la spéculation sur les produits de large consommation subventionnés par l'Etat. La commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'APN s'est réunie lundi pour finaliser son rapport d'enquête établi par la commission des sept membres chargés de faire la lumière sur la rareté et la spéculation qui frappent certains produits alimentaires ainsi que la flambée de leurs prix.

ALORS QUE LE MARCHÉ PÉTROLIER EST EN SURCHAUFFE

L'OPEP+ devrait maintenir sa stratégie

Selon des sources citées par Bloomberg, mis à part les grands pays producteurs dont l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et l'Irak – qui ont suffisamment de capacités de production inutilisées pour fournir des augmentations significatives –, de nombreux pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) souffrent des conséquences de la baisse des investissements. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses alliés dirigés par la Russie, devraient maintenir lors de leur réunion mensuelle, prévue aujourd'hui, leur politique de hausses progressives de la production, alors que le marché est en surchauffe depuis des semaines, le Brent enregistrant des pics historiques de plus de sept ans. L'OPEP+ devrait ainsi convenir d'une augmentation de 400 000 barils par jour, dans un contexte de resserrement de l'offre face à une demande galopante.



MISSION D'INFORMATION PARLEMENTAIRE SUR LA PÉNURIE

Kouadria conteste les chiffres du ministère du Commerce

Si les chiffres de la tutelle étaient réels et vérifiés, souligne M. Kouadria, la pénurie n'existerait pas et il n'y aurait pas eu spéculation.

“Nous avons pris en considération les chiffres annoncés quant à une disponibilité en quantités suffisantes de l'huile de table, mais lors de nos visites sur le terrain, nous nous sommes rendu compte, et ça reste notre point de vue en tant que commission d'enquête, que ces chiffres sont imaginaires.” Le président de la mission d'information parlementaire chargée de l'“enquête” sur la pénurie d'huile de table et d'autres produits de large consommation, Ismaïl Kouadria, contredit ainsi les statistiques avancées ces derniers jours par le ministère du Commerce à propos de l'abondance de ce produit sur le marché.

Suite aux perturbations qu'a connu l'huile de table à travers plusieurs wilayas du pays, les services du ministère ont mis en œuvre, selon eux, plusieurs mesures pratiques en coordination avec les unités de production de cette matière en vue d'augmenter la production et d'assurer un suivi de la distribution de cette matière essentielle au niveau des wilayas où des perturbations ont été signalées.



IMPORTATION ET CONSOMMATION DES CARBURANTS

Dits et non-dits du bilan 2021 de Sonatrach

Les apports en production de certaines raffineries, combinés à une baisse de la consommation des carburants sur les deux années 2020-2021, ont contribué à cette diminution, voire à l'arrêt des importations des carburants l'an dernier. Dans un bilan rendu public, lundi, le groupe public des hydrocarbures, Sonatrach, a levé le voile sur une chute importante constatée sur la courbe des importations des produits pétroliers. En 2021, les importations des dérivés pétroliers ont baissé, en volume, de -70%, comparées aux quantités importées en 2020.



ALI KEFAIFI, SPÉCIALISTE EN ÉNERGIE ET MINES

“LA GESTION DES RAFFINERIES ALGÉRIENNES N’EST PAS RENTABLE”

Liberté : Dans un communiqué rendu public lundi, le groupe Sonatrach a annoncé une baisse de 70% des importations des produits pétroliers en 2021 et l'arrêt des importations de carburants (essence et diesel) durant la même année. Comment pouvez-vous expliquer ces données ?

Ali Kefaifi : Excepté pour le commun des mortels, ces données et les variations associées ne sont malheureusement pas significatives. En effet, sur le plan purement statistique, ces déclarations du groupe pétrolier peuvent être interprétées différemment selon que l'on analyse en termes de tendances lourdes (plusieurs années) ou que l'on compare à 2020, laquelle ne peut être considérée comme une année de référence. L'année 2020 n'est pas significative pour plusieurs raisons : l'arrêt des importations de carburants (surtout le gasoil) est la conséquence directe du gel des importations de véhicules, du parc, et donc de la demande en carburants telle que calculable par le modèle d'estimation de la demande (volume et type du parc automobile, âge, mode de conduite, effets à court et long termes des subventions...). Aussi, il faudra attendre les résultats de 2022 et 2023, représentatifs en termes de prévisions, qui vont montrer et démontrer que 2020 n'est qu'un vulgaire “biais statistique” non crédible.



MARCHÉ DU BLÉ

La France cherche d'autres destinations que l'Algérie

La France risque de perdre de grands importateurs de blé, en l'occurrence l'Algérie et l'Égypte, et ce, pour plusieurs raisons, notamment d'ordre logistique et en raison de coûts élevés sur la place de Paris. C'est ce qu'a révélé le cabinet d'experts Agritel, affirmant que la France devra "trouver en blé d'autres destinations que l'Algérie", qui a, jusqu'au dernier appel d'offres, boudé l'origine France.

Quant à l'Égypte qui vient de commander 420 000 tonnes de blé, toutes origines mer Noire, ce cabinet déplore que la France soit "pénalisée par le différentiel des coûts de fret, alors qu'elle est compétitive en base FOB". Du reste, relève-t-on, "les tensions à la frontière ukrainienne avec la Russie continuent de soutenir les cours, car en cas d'invasion par la Russie, les flux logistiques seraient probablement très perturbés".



Transport maritime et Commerce international : Faire de l'Algérie un hub pour l'Afrique

Lors du dernier Conseil des ministres, le chef de l'État a donné instruction pour aller plus vite dans les initiatives afin de doper les investissements publics dans les transports maritimes. Il est aussi question de faciliter l'accès aux investisseurs privés dans le secteur.



Enjeu africain

L'Algérie est en phase de redéploiement en vue de son insertion dans l'économie internationale et de ses échanges commerciaux. C'est la marque d'une volonté d'aller explorer l'énorme potentiel du continent africain. Ce déploiement peut se justifier par le record de revenus d'exportations hors hydrocarbures (trois milliards de dollars) en 2020 et surtout par la capitalisation de ses chances de se défaire de la dépendance aux hydrocarbures.

MARCHÉ AUTOMOBILE

Les concessionnaires montent au créneau

le groupement des concessionnaires automobiles (GCA) a adressé une lettre au médiateur de la république, Brahim Merad, pour qu'il intervienne auprès des commissions techniques et du ministère de l'Industrie afin de mettre fin à la situation de statu quo dont est victime la filière automobile.

YOUCEF NEBBACHE, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES MULTIMARQUES

«Les autorités doivent libérer les initiatives»

Pour le président de l'Association des concessionnaires multimarques, Youcef Nebbache, «le secteur souffre de l'absence de débat entre les concessionnaires et le ministère de l'Industrie pour tenter de trouver une solution après cinq ans de suspension d'importation». Selon lui, les concessionnaires étaient portés par l'espoir suscité par l'annonce des autorités d'autoriser l'importation de véhicules de moins de trois ans. «Mais nous n'avons rien vu pour l'heure. On comprend que l'Etat veut préserver la devise dans cette phase très cruciale. C'est pourquoi on demande aux autorités de libérer les initiatives, sachant que des investisseurs sont disponibles à investir dans la construction automobile, la fabrication de pièces de rechange et l'importation», souligne-t-il.

CAPACITÉS NATIONALES DE PRODUCTION

Enorme potentiel

les pouvoirs publics insistent sur l'utilisation des matériaux de construction locaux dans les différents projets de construction, car le pays a atteint l'autosuffisance en la matière. L'Algérie a réussi le challenge d'exporter des matériaux de construction, notamment en direction de pays africains. L'entrée en vigueur de l'accord de libre échange interafricain, avec tout ce qu'il comporte comme facilités et avantages à l'export, a eu pour effet de booster les exportations dans la filière.



MARCHÉ DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Une embellie coûteuse.

PATRONAT DU BTPH

Réévaluer les coûts des projets en fonction du marché

Le président de l'Association générale des entrepreneurs algériens (Agea), Mouloud Kheloufi, a indiqué que les entreprises du BTPH sont dans le désarroi. «Les entreprises du secteur sont dans une situation financière très difficile. Elles n'arrivent plus à faire face à la fluctuation des prix. La majorité des projets sont à l'arrêt depuis 2020», a-t-il dit, indiquant que cette flambée résulte de la dépréciation du dinar et de la hausse des prix de la matière première à l'international.



PÉNURIE DE PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

La commission parlementaire remet son rapport

la commission des finances et du budget de l'APN a finalisé son rapport sur l'enquête menée sur les véritables motifs de la pénurie de nombreux produits de large consommation, essentiellement l'huile de table, qui a secoué récemment le marché national. Le document sera remis au courant de la semaine au président de l'Assemblée, lequel le soumettra aux autorités concernées



L'Opep+ se réunit sur fond de tension en Ukraine et au Golf

Le prix du Brent restera toujours «très haut» !

Les regards sont depuis quelques heures tournés vers la 25ème réunion des pays membres du groupe informel Opep+, qui se tient, aujourd'hui, pour décider de leur nouvelle stratégie de production à adopter pour le mois de mars prochain. Le ralentissement des investissements dans le secteur des énergies fossiles et la baisse des réserves des pays producteurs de l'or noir laisse planer, en effet, le doute sur la capacité réelle.



[Automobile: Les concessionnaires en appellent au médiateur de la République](#)

Après plus d'une année de retard dans la remise des agréments d'importation des véhicules, ponctuée par d'incessantes et vaines requêtes soumises aux autorités, les concessionnaires automobiles ont trouvé une nouvelle voie pour se faire entendre. Le médiateur de la République, Brahim Merad, est tout désigné pour se pencher sur ce dossier « verrouillé », notamment depuis que le président de la république lui a confié la mission de débloquent les projets d'investissement achevés et à l'arrêt pour des raisons administratives.



[Pénuries de l'huile de table](#)

[Les raisons seront bientôt révélées](#)

Le rapport final sera soumis au président de l'APN avant de le présenter aux autorités concernées. La crise de l'huile de table continue à défrayer la chronique, en attendant le bilan final de la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie et du commerce de l'Assemblée populaire nationale. C'est du moins ce qui ressort de la réunion tenue lundi, et consacrée à «l'élaboration d'un rapport sur les raisons de la pénurie d'huile de table et ce, après la série de visites menées dans plusieurs wilayas du pays. Le rapport final sera soumis au président de l'APN, avant de le présenter aux autorités concernées», a indiqué un communiqué de la chambre basse du Parlement.



[Douanes](#)

[20 kg de kif traité saisis](#)

L'Algérie, porte de transit entre l'Afrique et l'Europe.

La direction générale des douanes (DGD) a annoncé, lundi, avoir saisi des quantités importantes de drogues et de tabacs de contrebande dans des opérations distinctes effectuées par ses brigades régionales. Les agents de la brigade mobile d'Oran - externe, en coordination avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP), ont saisi 11795 capsules de psychotropes de type Pregabaline 300 mg et trois véhicules, a indiqué la DGD dans une publication postée sur sa page Facebook.



Il est les yeux et les oreilles du président Tebboune

Le contre-pouvoir de médiateur de la République

Le chef de l'Etat veut rompre avec l'ancienne pratique consistant à faire de la gestion des affaires publiques une espèce de fonctionnement en vase clos. La dernière réunion du Conseil des ministres présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a vu la présence du médiateur de la République en sa qualité d'autorité et de contre-pouvoir. C'est la première fois où l'on fait allusion à une présence aussi concrète que celle de médiateur de la République dans des réunions de cette envergure, à savoir le Conseil des ministres.



L'Algérie doit aller jusqu'au bout de cette "grande aventure" économique et démocratique

Le développement est le nouveau nom de l'aisance économique et sociale du pays. Un fait capital pour l'avenir de la nation dans sa recherche du progrès et la prospérité et la satisfaction de ses besoins vertigineux. Lors du Conseil des ministres de dimanche dernier, le président de la République a exhorté tout le monde à la domination et à la maîtrise de la sphère socio-économique en tant que ferment à "fleurir" l'économie nationale en raison des atouts et des bienfaits sans limite qu'elle contient en puissance.



المجلس الوطني للاستثمار يجتمع لتحيين الطلبات ويمدد آجال 8 مشاريع

2500 ملف استثمار على طاولة الدراسة

يتواجد 2500 طلب استثمار على طاولة الوكالة الوطنية لدعم وترقية الاستثمار، "أوندي"، في انتظار الحصول على محاضر الشروع في الاستغلال، في وقت اجتمع المجلس الوطني للاستثمار قبل فترة قصيرة، بعد تجميد اجتماعاته منذ سنة 2019، لتحيين الطلبات وتم دراسة 8 ملفات، خضعت لتمديد آجال التسليم وتغيير مناطق النشاط، بالنظر إلى العراقيل التي جابهتها خلال الفترة الماضية.



رغم مراسلات الوزارة الأولى ووزارة السكن

المؤسسات الصغيرة والمتوسطة محرومة من 25 بالمائة من الصفقات

عبر مسؤولو مؤسسات صغيرة ومتوسطة عن استيائهم من عدم احترام بعض المسؤولين في الوكالة الوطنية لترقية السكن وتطويره، لقانون الصفقات العمومية الذي يخصص نسبة 25 بالمائة من المشاريع للمؤسسات الوطنية، وناشدوا الرئيس، عبد المجيد تبون، التدخل لإنصافهم.

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE SUR LA PÉNURIE ET LA SPÉCULATION

Les fausses déclarations et le monopole, principales causes

Les fausses déclarations des producteurs et le monopole dans la distribution seraient à l'origine des pénuries cycliques et de la spéculation qui en découle qui touche les produits de large consommation qui se trouvent être soutenus par l'Etat.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le rapport, finalisé avant-hier, en fin de journée, par la commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale à l'issue de l'enquête menée sur le terrain par sept de ses membres, tente de cerner la problématique récurrente de la pénurie des produits de large consommation soutenus par l'Etat et de son inévitable corollaire, la spéculation. Une double contrainte qui provoque une hausse vertigineuse des prix de ces produits.

Le rapport qui devait être remis, hier mardi, au président de la Chambre basse du Parlement, met le doigt, selon Hicham Star, membre de ladite commission d'enquête, sur les principales causes de la rareté des produits alimentaires de large consommation et de la



spéculation qui provoque la hausse de leurs prix. Notre interlocuteur cite, en tout premier lieu, les fausses déclarations des producteurs de ces produits. En fait, des productions «fictives» qui ne correspondent pas aux quantités réelles mises sur le circuit de distribution. Le but étant de «gonfler» les subventions allouées à ces produits de large consommation. Et au parlementaire du Rassemblement national démocratique de s'interroger sur le rôle des services de contrôle relevant des ministères concernés, ceux de l'Industrie et du Commerce, notamment.

Pour Star, la source du problème se situe à ce niveau puisque ces fausses déclarations, en plus

de siphonner les colossales sommes mobilisées annuellement par l'Etat pour le soutien des prix des produits de large consommation, provoquent des manques sur le marché.

Notre interlocuteur cite également un problème soulevé par ces mêmes producteurs, à savoir un retard récurrent dans l'encaissement des dites subventions, ce qui met nombre de ces producteurs dans des difficultés financières.

Le parlementaire estime, par conséquent, que la spéculation est «loin de constituer la cause majeure de cette pénurie et de la flambée des prix de ces produits de première nécessité comme avancé par le ministère du Commerce». Un

département dont ledit rapport brocarde les services du contrôle, non sans relever un autre facteur déterminant dans la spéculation et la rareté de ces produits. Il s'agit, soutient Star, du «monopole dans la distribution, estimant «non raisonnable que l'Etat y soit absent». Il y a aussi la maigre marge bénéficiaire concédée aux détaillants qui fait que ces derniers ne commercialisent plus ces produits, notamment l'huile de table.

Ajoutez à cela l'obligation de facturation mal comprise par les commerçants qui ignorent que cette procédure ne concerne que la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) et pas le prix total du produit. Ceci sans oublier la toute nouvelle loi anti-spéculation qui fait que cette mission est assurée par les distributeurs exclusifs des usines de production. D'où l'indisponibilité de ces produits dans nombre de localités et de villes du pays.

Le député du RND, qui estime que «c'est l'offre qui combat la spéculation», relève un autre fléau, celui de la contrebande qui touche ces produits de large consommation. Des produits que «nos compatriotes du Grand Sud acquièrent chez nos voisins, maliens surtout, et au prix fort. Chose qui nous révoite et que nous n'acceptons pas», regrette notre interlocuteur.

M. K.

لغياب قروض الدفع في صندوق تنمية الجنوب ولاية يطالبون وزارة المالية بالاعتمادات

استراتيجية كالمشاهدة والصحة وأيضاً التربية والشبيبة والرياضة والتهيئة الحضرية والريفية من أجل فك العزلة عن مناطق الجنوب وبعث التنمية في بعض التجمعات السكانية التي تفتقر إلى هياكل خدمتية. وقد قامت وزارة المالية مؤخراً بعد تدخل بعض نواب الجنوب ولجنة المالية على مستوى البرلمان، بمراسلة ولاية الجنوب لإحصاء هذه المشاريع المجسدة ونسب إنجازها وكذا قروض الدفع المطلوبة لتسوية هذه المستحقات المالية.

وكان الوزير الأول وزير المالية، أيمن بن عبد الرحمن، قد كشف عن إدماج صندوق تنمية الجنوب بعد إغلاق حساب التخصيص الخاص بنهاية السنة الفارطة، ضمن حساب تسيير عمليات الاستثمارات العمومية بعنوان ميزانية الدولة للتجهيز وتنمية مناطق الجنوب والهضاب العليا، مع وضع برنامج خاص بتنمية المناطق الحدودية لبعث التنمية بها واستغلال الإمكانيات الاقتصادية والفلاحية واستمرار تنفيذ العمليات قيد الإنجاز إلى غاية 31 ديسمبر 2021 المدرجة في صندوق تنمية الجنوب والتي تم تبليغ اعتمادات الدفع الخاصة بها إلى غاية استكمال هذه العمليات في حدود اعتمادات الدفع المبلغ.

ب. وسيم

● دعاً عدد من ولاية الجنوب وزارة المالية إلى توفير قروض الدفع في صندوق الجنوب من أجل تسديد الوضعيات المالية للعديد من المشاريع المجسدة ميدانياً دون توفير اعتمادات الدفع في عملياتها. اشتكى عدد من ولاية الجنوب من تجميد العديد من المشاريع المسجلة في صندوق تنمية مناطق الجنوب والتي بلغت نسبة إنجاز بعضها درجة متقدمة أو انتهت أشغال أخرى دون تمكين مقاوليها من الحصول على مستحقاتهم المالية، لرفض أمناء الخزينة تسويتها بحجة انعدام قروض الدفع في هذا الصندوق رغم توفره على اعتمادات مالية كبيرة وفائض مالي في الرصيد يمكن استغلاله. وقد لجأ بعض المقاولين إلى المحاكم الإدارية لتجصيل مستحقاتهم المالية لتوفرهم على الوثائق الثبوتية من أوامر الخدمة بعد إعلان المناقصة والتوقيع على الصفقة وكذا الانتهاء من المشروع وتسليمه بعدما عجزت الإدارات المالية عن التكفل بهذه الوضعيات لغياب قروض الدفع لدى مديريات البرمجة ومتابعة الميزانية في هذه المشاريع المنطلقة، وإقدامهم على مراسلة وزارة المالية لتوفير الاعتمادات المالية لتسوية هذه الديون العالقة. وتتوزع هذه العمليات التنموية ضمن صندوق تنمية مناطق الجنوب على قطاعات

النايب بلمواز بلقاسم للوزير الأول؛

لماذا جمّد الصندوق الوطني لتنمية مناطق الجنوب؟

وجه النائب البرلماني عن ولاية الأغواط، بلمواز بلقاسم، سؤالاً شتوياً للوزير الأول، أيمن عبد الرحمان، حول الأسباب التي أدت إلى تجميد الصندوق الوطني لتنمية مناطق الجنوب نهاية 2020.

وجاء في تساؤل النائب البرلماني عن ولاية الأغواط، بلمواز بلقاسم، عن «ما الأسباب التي أدت إلى تجميد الصندوق الوطني لتنمية مناطق الجنوب نهاية 2020، ومن ثم إدماجه ضمن حساب سير الاستثمارات العمومية، وما سببه من تعطل مئات من المشاريع، وبقاء العشرات الأخرى مجمدة لم تطلق؟». مشيراً إلى أن تجميد هذا المشروع «أجر عنه حرمان العشرات من نقاولين من تسديد مستحقاتهم المالية المترتبة عن إجاز بعض المشاريع»، وناشد النائب الوزير الأول، الاستجابة لطلب الولاية بمنحهم تراخيص استقلال الاعتمادات المالية المجمدة بهذا الصندوق لإتمام المشاريع المعطلة.

هذا، وأوضح النائب بلمواز بلقاسم لـ «الحوار» أن ولاية الأغواط لوحدها تحصى العديد من المشاريع التي طالها التجميد، منها مساح ومركب رياضي وعيادات صحية وهاكل للتكوين المهني وغيرها من المشاريع الأخرى، وتوقع أن الحكومة ستأخذ هذا المشكل الذي رفع بشأنه الولاية تقارير، وكان محل مساءلة من قبل بعض النواب، على محمل الجد، وستجد له صيغ للتكفل به.

الأغواط، ع. نورين



عضو لجنة التحقيق في المضاربة البرلماني
هشام ساهر لـ "المساء":

مضاربة وندرة مفرجة لنهب دعم الدولة !

■ تجار جملة وتجزئة يرفضون التعامل بالفوترة لأسباب غريبة ■ تجار يجهلون قانون المضاربة.. وغياب التحسيس بالتشريعات الجديدة ■ التهريب وراء ندرة السكر والحليب والفرينة والأرز بالجانب

أسباب ثانوية، تتعلق برفض تجار الجملة والتجزئة المعاملات بالفوترة خوفا من الجزاءات التي يفرضها قانون المضاربة الجديد، فضلا عن قلة هوامش الربح التي هي مقننة ومستمدة والتي لا تدر عليهم بفوائد كبيرة حسب تصريحاتهم لأعضاء اللجنة.

ولاحظت اللجنة، أيضا عدم تطبيق نصوص تنظيمية في الميدان أي بالأسواق، على خلفية جهل التجار بها، وخش بالذکر النص التنظيمي الصادر بالجريدة الرسمية في العدد رقم 77، والمتعلق برفع تسقيف سعر مادة الزيت إلى 650 دينار بدلا من 600 دينار، مشيرا إلى أن هذا المرسوم من شأنه تشجيع تجار الجملة والتجزئة على المتاجرة بمادة زيت المائدة.

وأوضح محدثنا أن التجار يجهلون تماما تدابير هذا المرسوم، حيث يتخوفون من العقوبات التي قد تطالهم في حال بيع سفينة زيت بسعة 5 لترات بأكثر من 600 دينار، مع أن المرسوم التنفيذي سقفه بـ 650 دينار.

في هذا الإطار، أعاب التقرير على ما وصفه بالتقصير الذي تتحمله مديريات التجارة في التحسيس وتوعية التجار بالقوانين والتشريعات الجديدة ومضمونها، لا سيما المراسم الجديدة المنظمة لسوق وقانون المضاربة، الذي سجلت اللجنة جهل فئة كبيرة من التجار بمضامينه، حيث يتجنبون الوقوع في عقوباته بتقاضي تسويق بعض المواد الأساسية وفي مقدمتها مادة الزيت.

أخيرا، وقفت اللجنة، على عامل آخر يتسبب في الندرة بالولايات الجنوبية، وهو التهريب حيث وجدت ندرة كبيرة في المواد الأساسية كالزيت والسكر والحليب والفرينة والأرز، على الرغم من التراخيص الشهرية التي ترصدها الدولة لتموين سكان هذه المناطق.

ومن المقرر، أن ترفع اللجنة تقريرها إلى رئيس المجلس الشعبي الوطني، اليوم أو نهاية الأسبوع على أقصى تقدير مع إرسال نسخ للجهات الوصية لتصحيح الاختلالات الواردة في التقرير.

كشف عضو اللجنة الاستعلامية البرلمانية المشكلة لتحقيق في ندرة مادة زيت المائدة، السيد هشام ساهر، في تصريح لـ "المساء"، أن اللجنة وقفت على نتيجة أساسية تتمثل في قلة إنتاج مادة الزيت بـ 3 مرات عن تلك المصرح بها في المحررات الرسمية، وهذا للاستفادة من دعم الدولة، فضلا عن رفض تجار الجملة والتجزئة التعامل بالفوترة، مع جهلهم بالنصوص التنظيمية التي أدرجتها الدولة على تسويق زيت المائدة المسقف سعره بـ 650 دينار بدل 600 دينار لسفينة من 5 لترات.

شريعة عابد

وأوضح المتحدث، أن أعضاء اللجنة توصلوا بعد خرجاتهم الاستعلامية في تتبع مسار إنتاج مادة الزيت إلى غاية تسويقها بعدة ولايات، إلى نتيجة هامة في ندرة هذه المادة الأساسية، وهي أن منتجي الزيت، لعبوا على ورقة الاستفادة من فوارق الدعم التي تقدمها الدولة، لأنه كلما كان الإنتاج أكبر كان الدعم أكبر، مسجلة وجود فوارق كبيرة في كميات الإنتاج والتصريحات التي قدمتها المصانع محل الزيارة.

وسجل المتحدث، أن أعضاء اللجنة البرلمانية، وقفوا أيضا على الندرة في هذه المادة لدى تجار الجملة والتجزئة، عبر الولايات التي نزلوا بها، ويتعلق الأمر بكل من معسكر، ووهران، ويني عباس، وأدرار، وتعميمون، وأم البواقي وميلة، ويرج باجي مختار وبجاية.

وكشف أن أعضاء اللجنة لم يتفقوا في بداية تحرير التقرير على الأسباب الرئيسية والثانوية للندرة في مادة الزيت وبعد المداولات تم الاتفاق على إعادة صياغة التقرير بشكل جماعي والإجماع على أن السبب الرئيسي لندرة مادة الزيت هو التصريح المتناقض لدى المصانع في كميات الإنتاج، حيث يتم التصريح بكمية تقل في الواقع بـ 3 أضعاف عن الكمية الحقيقية التي تنتجها المصانع، وهذا قصد الاستفادة من فوارق الدعم التي تقدمها الخزينة العمومية لمصنعي هذه المادة الحيوية.

وتأتي في المرتبة الثانية لقائمة الأسباب، حسب مصدر "المساء"،

أكدوا على ضرورة فتح حوار جاد مع وزارة الصناعة

مختصون يستبعدون إمكانية استيراد السيارات هذه السنة

أكد مختصون في مجال استيراد السيارات أن المؤشرات المتوهجة تؤكد "استحالة" الشروع في هذه العملية خلال العام الجاري، بقتناعة أن إيجاد حل لهذه المسألة يستدعي جلوس الحكومة ومختصين إلى طاولة مفاوضات مباشرة، لإيجاد مخرج لازمة لم يتم معالجتها رغم مرور الأجال التي حددتها وزارة الصناعة لذلك.

زولا سومر



مليار صرفت في ايجاز وتجهيز المقرات وقاعات العرض وتوظيف العمال.

رواد هايسبوك يدخلون على الخط

عرفت مواقع التواصل الاجتماعي، أمس، توجيه دعوى إلى رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون طالبيه من خلالها إلى السماح باستيراد السيارات، ضمن دعوى لاقت تفاعلا كبيرا من خلال تعاليق لـ لترخيص باستيراد السيارات سواء الجديدة والأقل من ثلاث سنوات لتخفيف معاناة المواطن خاصة مع نقص وسائل النقل الجماعي ببلادنا باتجاه عدة جهات، واستمرار جائحة كورونا التي جعلت العديد من المواطنين يعرضون عن استخدام هذه الوسائل الجماعية بسبب الاكتظاظ الذي تعرفه.

وعبر رواد الفايبيوك عن تذمرهم من هذه الوضعية، حيث أشكى معظمهم من قدم سياراتهم التي باتت بحاجة إلى تجديد قطع غيارها بما يكلفهم مبالغ مالية باهظة تقارب مبالغ اقتناء سيارة جديدة، بسبب التهاب أسعارها بسبب نقاد مخزوناتها. وعبر متعاملون في قطع الغيار ممن تحدثنا معهم عن نيتهم في "التوقف عن النشاط بسبب الإجراءات التي تعيق مهنتهم" على حد قولهم، ما سيصيب في خسارة مناصب شغل إضافية كانوا يوفرونها.

ويبقى المواطن أمام هذه الوضعية أكبر الخاسرين الذي لم يعد يجد سيارة جديدة في السوق ولا قطع غيار لتغيير قطع سيارته القديمة ليبقى سوق قطع الغيار القديمة آخر ملاذله.

السيارات تبقى الحل الأنجع لأزمة السيارات ببلادنا كونها سيارات ذات نوعية تحترم مقاييس السلامة والأمان وتسوق بأسعار في متناول الطبقة المتوسطة التي لا تسمح مداخيلها باقتناء سيارات جديدة بذات النوعية، كما أن هذه السيارات تبقى أفضل بكثير من تلك الجديدة التي كانت تستورد أو تتركب ببلادنا والتي لا تحمل نفس المواصفات التي تشرطها السوق الأوروبية.

ويؤكد الخبراء في مجال الميكانيك، أن الطرق التكنولوجية الحديثة لا تسمح بالغش في هذه السيارات كما كان معمول به في السابق للتحايل على الزبائن بتغيير عدادات سيرها وثأريخ صناعتها وبداية سيرها، في ظل وجود تقنيات تسمح بالتواصل مع مصانع الإنتاج التي تملك كل المعلومات والتفاصيل عن شهادة ميلاد سياراتها ومكوناتها.

ورفع تجمع وكلاء السيارات، أول أمس، شكوى أمام، وسيط الجمهورية، إبراهيم مراد نددوا من خلالها، بتأخر صدور رخص استيراد السيارات المودعة على طاولة اللجنة التقنية لوزارة الصناعة منذ أزيد من سنة، موضحين أن كل تأخر إضافي سيؤدي إلى توقف جميع الوكلاء عن النشاط، وإحالة 30 ألف عامل على البطالة من الذين أعيد توظيفهم بعد إعلان الحكومة العودة رسميا لاستيراد المركبات عبر قانون المالية لسنة 2020، ليحصل عدد مناصب الشغل التي سيتم فقدانها إلى 150 ألف منصب عمل غير مباشر في حال توقف نشاط استيراد السيارات مؤكداين أن تأخر منح التراخيص كبدتهم خسائر قدرت بـ (1000

دعا عدد من هؤلاء ممن تحدثت إليهم "المساء"، أمس، بعد إيداع تجمع وكلاء السيارات، شكوى رسمية لدى وسيط الجمهورية، لطلب التدخل لدى وزارة الصناعة بعد تأخر صدور رخص الاستيراد لأكثر من سنة، مبرر أن المشكل أعمق ولا يمكن حله بتدخل وسيط الجمهورية فقط، حيث يتطلب إرادة سياسية قوية لترجم بروية واضحة في ظل الصعوبات التي يمر بها الاقتصاد الوطني وقلة الموارد المالية التي جعلت الدولة تلجأ إلى توقيف الاستيراد لترشيد النفقات من العملة الصعبة.

وأفادت مصادرنا أن الحكومة مطالبة اليوم بالجلوس إلى طاولة الحوار مع كل الفاعلين في هذا المجال، والإعلان عن المشاكل التي أحرقت أو لازالت تعيق إتمام عملية الاستيراد.

وفي ظل منع استيراد السيارات الجديدة وسيارات أقل من ثلاث سنوات، تساءلت مصادرنا عن السبب وراء منع الخواص من اقتناء سيارات من الخارج ماعدا أصحاب رخص المجاهدين التي لا تستفيد الدولة من استيرادهم، كونهم لا يدفعون أي رسوم جمركية. مبررين ذلك إلى كون استيراد مواطنين لسيارات على حسابهم الخاص لا يضر بالاقتصاد ولا بالخزينة العمومية ما داموا يدفعون تكاليفها وكل الرسوم الجمركية المتعلقة بإدخالها إلى أرض الوطن.

واعتبر ذلك بمثابة حل لجزء من المشكلة للنفقات التي تملك الإمكانيات التي تتطلبها العملية باقتناء سيارات ذات نوعية تستجيب للمقاييس الأوروبية من جهة، وتخلصهم عناء البحث عن قطع الغيار لتغيير قطع سياراتهم القديمة في ظل الندرة التي تعرفها سوق قطع الغيار وأيضا بسبب نقاد المخزون وتوقف العديد من المستوردين عن استيرادها بسبب الإجراءات الأخيرة التي كبحت نشاط الاستيراد.

وراضعت جمعية وكلاء السيارات، متعددي العلامات على لسان رئيسها، يوسف نباش، لصالح رفع التجميد عن استيراد السيارات المستعملة المعروفة بسيارات أقل من 3 و5 سنوات، التي توقف استيرادها منذ سنة 2005، وتساءلت عن سبب التراجع عن قرار إعادة استيرادها بعد المصادقة على القانون الخاص بها في البرلمان، وتكررت الجمعية بأن هذه

أستاذ الاقتصاد عبد الرحمان عية، الجائحة كبدت الاقتصاد الوطني ألف مليار سنتيم

كما يراهن المتحدث على الصناعة البترولية، التي يجب تطويرها وتحويلها إلى منتجات طاقة قوية وتسويقها هي الأخرى كذلك، وفيما يتعلق بملف السيارات، خاصة ونحن في منتصف الثلاثي الأول وهو الموعد المحدد لفتح عملية الاستيراد، فهذه المسألة منقسمة إلى شقين، فضل عية الخوض في شق واحد منها فقط، فهو يركز على الشركتين العالميتين "مرسيدس" الألمانية التي تتعامل معها الجزائر من خلال المؤسسة العسكرية، و"رونو" الفرنسية التي تتعامل في الجانب المدني.

ويقترح عية في ما يخص هذا الملف، تقوية الشراكة والاستثمار أكثر مع الشريك الألماني، من خلال الاستفادة من الخبرة والمناولة. أما الجانب الفرنسي، يعتقد أنه لا بد من إعادة التفاوض مع شركة "رونو" وتطوير الشراكة والتعامل معه. كما يرى أن عملية التركيب لم تأت بفائدة والأحسن أن يتم التخلي عنها، وهو الشق الذي لم يرد الخوض فيه.

السنة الجارية. الصناعة الغذائية التحويلية قاعدة أساسية للإقلاع

يحدد الخبير الاقتصادي عية بعض القطاعات التي يمكن الاتكال عليها في تحقيق هذا الإقلاع، وهي جاهزة. على حد تعبيره. كالصناعة الغذائية التي تحق إنجازا كبيرا في الوقت الحالي. واستطرد في السياق، يمكن أن تستغل الجزائر ارتفاع أسعار المواد الغذائية في العالم، في ظل تنامي احتياجات سكان المعمورة للغذاء، لأنها تمتلك إمكانيات كبيرة جدا في هذا المجال. لدينا الفواكه والخضر الطازجة بوفرة كبيرة ومن نوعية جيدة، لا تتطلب سوى التحويل، تحتاج آلات يمكن اقتناؤها من دول أوروبية كإيطاليا أو إسبانيا. مبرزا في هذا الصدد، أن التسيير الاقتصادي يستند إلى أمور عملية وليس تسييرا إداريا كما يراه البعض. ويضيف، أن المنتج الوطني مطلوب في بعض الأسواق الأوروبية. كما تمثل إفريقيا سوقا مفتوحا بالنسبة للجزائر يمكنها اقتحامه بكل ثقة وثبات.

تزداد الخسائر التي تخلفها جائحة كورونا على الاقتصاد يوما بعد آخر، وكلما امتدت في الزمان تجعل الأمر أكثر صعوبة، وتقدر قيمتها بما لا يقل عن 1000 مليار دينار. ما يعادل 8 ملايين دولار. وفق ما أكد الخبير في الاقتصاد عبد الرحمان عية، الذي شدد على ضرورة الإسراع في إنقاذ المؤسسات المتضررة لتعود للإنتاج.

حياة. ك

تضاف الخسائر، بحسب الأستاذ عية، إلى العجز المسجل في الخزينة العمومية والمقدر بـ4000 مليار دينار، ما يستدعي الإسراع في إعادة تأهيل المؤسسات الموجودة، على غرار سوناكوم وغيرها- التي كانت تتمتع بقدرة إنتاجية قبل أن تأتي عليها تداعيات الجائحة.

ودعا عية السلطات العمومية لرفع هذا العجز الذي تعاني منه من خلال الدعم لتعويض خسائرها وتطهير ديونها، والاستفادة من خبرة عمالها لإعادة بعث النشاط فيها، لتساهم في الإقلاع الاقتصادي الذي ينتظر أن يكون خلال



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

البنك المركزي الجزائري - الجزائر
MINISTÈRE DES FINANCES - ALGER